

LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA

LES FAITS MENTIONNÉS DANS LE RAPPORT SUR L'ÉTUDE DE LA SOCIÉTÉ

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui signaler à l'attention de la Chambre le document de Travaux publics Canada intitulé «Rapport sur l'étude spéciale de la Société immobilière du Canada (Mirabel)». Je voudrais lire l'évaluation globale qui figure à la page 4 du rapport. J'espère que les conservateurs m'écoutent parce que nous poserons des questions à ce sujet plus tard. On y dit ceci:

Pour être plus précis, notre examen de certains documents fournis par la société et de certaines transactions a révélé des faiblesses dans les domaines suivants:

- L'administration des contrats.
- Une mauvaise documentation pour établir l'existence, le but et l'utilité de certaines dépenses.
- La production des renseignements requis par les organismes centraux.
- La composition du conseil d'administration.

● (1410)

On dit plus loin dans le rapport:

Nous recommandons aussi que le directeur des finances et de l'administration lise les observations reliées aux questions administratives et garantisse que des contrôles documentés acceptables soient appliqués jusqu'à ce que la société ait terminé ses activités.

L'un des points saillants du rapport concerne le fait que l'on a chargé la taverne locale de veiller à la sécurité des lots vacants à Mirabel. Cela devrait porter le gouvernement à réfléchir.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE NORD DE L'ONTARIO—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DE LA PROVINCE

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, avec ses grandes industries minières et forestières et ses installations touristiques, le nord de l'Ontario compte beaucoup sur le commerce avec les États-Unis, duquel dépendent directement sept emplois sur dix dans la région. C'est pour cette raison que je suis tellement déçu par l'attitude du premier ministre ontarien à l'égard de l'accord de libre échange que le gouvernement a conclu avec les États-Unis.

Le premier ministre de l'Ontario ne tient pas compte des besoins de notre région. Il n'écoute pas ce que disent les Ontariens du nord et les Canadiens. Il est trop préoccupé par ses arguments partisans.

L'accord de libre-échange promet d'accélérer le développement du nord de l'Ontario. En garantissant l'accès au marché américain, le gouvernement assure la croissance et la prospérité futures de tout le pays.

Un récent sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante montre que 16 p. 100 des entreprises de l'Ontario et seulement 13 p. 100 des entreprises du Canada s'opposent au libre-échange. En Ontario, plus de deux petites entreprises sur trois croient que l'accord aura des effets positifs

Article 21 du Règlement

ou n'en aura pas de tout. Dans le nord de l'Ontario, seulement 13 p. 100 des entreprises s'opposent à l'accord et 67 p. 100 estiment qu'il aura des avantages à long terme.

La Chambre de commerce du Canada s'est prononcée en faveur de l'accord, de même que la Canadian Mining Association, l'Ontario Mining Association, les Mines Noranda, l'Association canadienne de l'exportation et la Northern Ontario Tourist Outfitters' Association. Je voudrais demander au premier ministre de l'Ontario de se réveiller, de commencer à écouter les Canadiens et de mettre un terme à ses manœuvres politiques partisans.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME SPÉCIAL POUR LES GRAINS—LE MONTANT DES SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Il y a quelques minutes, monsieur le Président, le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre de l'Agriculture (M. Wise) ont annoncé le Programme spécial pour les grains et ils ont fait état du véritable désastre qui s'annonce dans le secteur agricole au Canada. L'an passé, on a alloué un milliard de dollars, minimum absolu pour compenser les pertes des céréaliculteurs. Le prix des grains venait de chuter de 18 p. 100.

Cette année, le prix des grains a encore diminué de 20 p. 100, et les organisations agricoles ont demandé 2,6 milliards de dollars, mais le premier ministre et son gouvernement n'offrent que 100 millions de plus. Les céréaliculteurs sont très déçus, car ils espéraient obtenir une somme au moins égale aux coûts de production de cette année. Il semble bien que de plus en plus d'agriculteurs vont abandonner leurs fermes. Le gouvernement sait qu'un désastre s'annonce, mais il préfère ne rien faire.

* * *

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

LES AVANTAGES POUR LES CANADIENS

M. Gilles Bernier (Beauce): Monsieur le Président, je voudrais vous faire lecture d'une lettre que j'ai reçue hier d'un producteur agricole de la Beauce, membre de l'UPA. Voici le texte:

Il est difficile de prédire aujourd'hui avec certitude l'impact qu'aura l'Entente de libre-échange sur nos entreprises. Le bon sens veut que cela ouvre les portes pour nous inviter à nous cultiver, nous perfectionner, à baisser nos coûts de production en étant à la fine pointe de la technologie sans toujours avoir recours à des services sociaux comme des subventions, l'assurance-stabilisation. Par contre, j'entends souvent dire que nous ne pouvons faire face à un géant! Je réponds que ce ne sont pas les Américains qui sont forts et puissants: c'est nous qui nous croyons faibles, impuissants face à un plus grand. Rappelez-vous l'histoire du géant Goliath et du petit David. C'est le plus petit qui en est sorti vainqueur. Producteur de porcs depuis 15 ans, je suis heureux de participer à ce défi tout en travaillant avec les mêmes outils. Je vous encourage donc à poursuivre l'information sur ce sujet brûlant d'actualité.